



Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

Distr.
GÉNÉRALE

DP/CP/CEH/1
9 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1995
10-13 janvier 1995, New York
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

PREMIER PROGRAMME DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

<u>Période couverte par le programme</u>	<u>Ressources effectives programmées</u>	<u>Dollars</u>
1993-1996*	CIP net	1 799 600
	Participation aux coûts (chiffre estimatif)	—
	Total	1 799 600

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Page</u>
I. SITUATION, OBJECTIVES ET STRATÉGIES DU DÉVELOPPEMENT	1 - 11	3
A. Situation socio-économique	1 - 8	3
B. Objectifs et stratégies nationaux de développement	9 - 11	4
II. COOPÉRATION EXTÉRIEURE	12 - 17	5

* Dans sa décision 93/3 du 19 février 1993, le Conseil d'administration a autorisé l'Administrateur à commencer l'élaboration du programme de la République tchèque, à la demande du Gouvernement tchèque et en étroite coopération avec lui. Aux termes de cette décision, le premier programme de pays pour la République tchèque tient compte des autres activités menées par le PNUD dans ce pays.

94-44917 (F) 131294 151294

/...

9444917

A. Rôle de la coopération extérieure	12 - 15	5
--	---------	---

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
B. Coordination de l'aide	16 - 17	5
III. LE PROGRAMME DE PAYS	18 - 40	6
A. Évaluation du programme en cours	18 - 21	6
B. Propositions relatives à la coopération du PNUD .	22 - 31	6
C. Coopération dans des domaines autres que les principaux domaines d'activité du programme de pays	32	8
D. Modalités d'exécution et de gestion	33 - 40	9
<u>Annexe</u> . ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF		11

I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DU DÉVELOPPEMENT

A. Situation socio-économique

1. La République tchèque est l'un des deux États successeurs qui se sont formés le 1er janvier 1993 lorsque, avec l'accord des deux parties, la République fédérale tchèque et slovaque a cessé d'exister. Elle compte 10,3 millions d'habitants pour une superficie de 78 864 kilomètres carrés. Son produit national brut (PNB) par habitant a été évalué à 2 730 dollars pour 1993. Elle occupe le 27e rang au classement des pays selon l'indicateur du développement humain (IDH).

2. Après les bouleversements politiques de 1989, la République tchèque a entrepris de se doter d'une économie de marché en se lançant dans un programme de réformes ambitieux et radical. Comme l'ancien système de gestion administrative centralisée dit "de commandement" avait entraîné de profonds déséquilibres dans l'économie nationale, ce processus de transformation, amorcé dès janvier 1991, s'est heurté à nombre de graves problèmes. L'économie tchèque offre néanmoins de vastes possibilités, en particulier dans le secteur industriel, même si celui-ci a besoin d'être restructuré et modernisé.

3. La politique macro-économique du Gouvernement tchèque a conservé la même orientation fondamentale que celle de l'ancien gouvernement fédéral. Elle repose essentiellement sur les éléments suivants : privatisation rapide; libéralisation des prix et du commerce extérieur; convertibilité et par conséquent dévaluation importante de la couronne; politique d'austérité monétaire et fiscale axée sur la stabilité au plan macro-économique et la lutte contre l'inflation. Elle s'appuie aussi sur la réglementation des salaires (dans un double souci de lutte contre l'inflation et de maintien d'une position compétitive sur les marchés internationaux) et sur la mise en place des institutions indispensables à une économie de marché, par exemple sur la modernisation des systèmes financier et juridique.

4. Pendant les deux premières années de la phase de transition, les principaux éléments du programme ont été mis à exécution avec un succès inégal. Dans l'immédiat, il a fallu renoncer à procéder à une privatisation à grande échelle et à faire appliquer la loi sur les faillites mais un grand nombre de réformes avaient déjà été introduites en 1991 et les autorités fédérales n'ayant pratiquement pas dévié de leur politique de stabilisation, les résultats économiques s'étaient améliorés en 1992.

5. La dissolution de la République fédérale à la fin de 1992 a obligé non seulement à procéder à un partage des éléments d'actif et de passif, mais encore à prendre un certain nombre de décisions en ce qui concerne les mécanismes et institutions régissant les échanges commerciaux et les relations monétaires. De manière générale, la sécession s'est passée sans heurts.

6. Les résultats obtenus à ce jour sont encourageants et les perspectives d'avenir de la République tchèque semblent prometteuses. Le premier choc de sécession semble s'être largement résorbé, la politique de stabilisation a, dans l'ensemble, été maintenue et la privatisation progresse rapidement. En 1993, à l'issue de la première vague de privatisation par coupons, un secteur privé

/...

dynamique est apparu et presque toutes les restrictions apportées à l'activité économique ont été levées. La deuxième vague de privatisation a débuté à l'automne de 1993; lorsqu'elle prendra fin, en 1994, près de 90 % des biens publics auront été privatisés.

7. Introduite en 1991, la libre convertibilité de la couronne pour les opérations courantes a considérablement contribué à réorienter le commerce extérieur tchèque, désormais davantage tourné vers l'Ouest que vers l'Est. Le cadre législatif nécessaire pour opérer pleinement la transition vers une économie de marché est maintenant largement en place.

8. Il est remarquable que la République tchèque ait réussi à mener de front stabilisation macro-économique, libéralisation du marché et privatisation, sans entraîner un chômage important. Les progrès ont été considérables mais – et ce n'est guère surprenant au bout de trois ans seulement –, la transition est loin d'être achevée et il reste à opérer d'importantes réformes de structure qui risquent d'avoir un effet déstabilisateur. L'État devrait continuer de suivre le même cap, à savoir : équilibrer grosso modo son budget, en profitant du niveau relativement bas des salaires réels; poursuivre sa politique de privatisation; renforcer ses règles de discipline financière. Dans l'état actuel des choses, il est permis de penser que le processus engagé sera mené à bien.

B. Objectifs et stratégies nationaux de développement

9. Parce qu'elle est située au centre de l'Europe, la République tchèque a toujours partagé certaines des caractéristiques géographiques, culturelles et économiques des pays européens avancés et elle forme un pont naturel entre l'Ouest et l'Est du continent. Pour l'avenir, son principal objectif est de renforcer sa position parmi les pays développés et de continuer à s'intégrer dans les structures internationales, notamment européennes.

10. Bien que ses perspectives d'avenir soient relativement bonnes, l'économie tchèque n'a pas encore achevé de se transformer. À court ou à moyen terme, les pouvoirs publics devront tenir trois paris ardues : a) résoudre le problème urgent de la restructuration et de l'endettement des entreprises ainsi que celui de la sous-capitalisation du secteur financier; b) mener une active politique de l'emploi afin d'appuyer un ajustement dynamique du marché de l'emploi compte tenu de l'indispensable restructuration du secteur privé et des licenciements massifs qui devraient s'ensuivre; c) faciliter l'intégration de l'économie tchèque dans l'Union européenne.

11. Ces réformes doivent aller de pair avec une sensibilisation grandissante aux problèmes de l'environnement. En 1993, pour la première fois depuis bien des années, on a enregistré une amélioration de l'état de l'environnement en République tchèque. Cette amélioration est toutefois en partie due au resserrement de la production industrielle. L'objectif pour les années à venir est donc de concilier intérêts économiques et sauvegarde de l'environnement en oeuvrant pour un développement durable.

II. COOPÉRATION EXTÉRIEURE

A. Rôle de la coopération extérieure

12. La communauté internationale encourage la République tchèque à se doter d'une économie de marché en menant des activités de coopération et d'assistance qui appuieront utilement les efforts et priorités de développement nationaux.

13. Les principales sources extérieures de coopération technique sont l'Allemagne, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Union européenne (par le biais du programme PHARE Pologne-Hongrie : Assistance à la restructuration économique, qui couvre maintenant les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que les pays baltes).

14. Le programme PHARE – le plus important des programmes de coopération technique – est exécuté en République tchèque depuis 1990 dans le cadre du programme de la Tchécoslovaquie; de 1990 à 1993, il a fourni au pays un montant total de 204 millions d'ÉCU au titre de l'aide. Les ressources financières nécessaires à la mise en oeuvre de son programme indicatif à moyen terme pour 1994-1996, qui a été approuvé en mai 1994, sont évaluées à 60 millions d'ÉCU, dont 25 millions au titre du financement des mesures adoptées dans le cadre du nouveau mécanisme de coopération transfrontière.

15. Le programme PHARE s'est considérablement développé en République tchèque, tant sur le plan du contenu que sur celui de la forme. Alors qu'à l'origine, son principal objectif était de résoudre les problèmes environnementaux les plus urgents, il porte à présent sur trois grands domaines d'appui : l'aide au développement du secteur privé; le développement de l'infrastructure; les ressources humaines. On passe actuellement d'une coopération technique de type traditionnel à une assistance reposant sur la formation et sur le financement plus rationnel des achats de matériel, des subventions, des projets expérimentaux et des investissements.

B. Coordination de l'aide

16. C'est au Ministère des affaires étrangères qu'il incombe au premier chef de coordonner l'aide extérieure. Le Coordonnateur national a essentiellement pour fonction d'orienter l'assistance vers les différents secteurs de l'économie. Un conseil consultatif composé de représentants de tous les ministères intéressés a été créé pour l'appuyer dans cette tâche. Le Ministère de l'économie a par ailleurs créé le Centre pour l'aide internationale qu'il a chargé de faciliter de diverses manières la coordination de l'aide extérieure.

17. L'aide fournie par l'ONU – notamment par le PNUD – est coordonnée par le Département des organisations économiques internationales du Ministère tchèque des affaires étrangères.

III. LE PROGRAMME DE PAYS

A. Évaluation du programme en cours

18. Les activités menées dans le cadre du programme de l'ancienne République fédérale ont pris fin lorsque la Fédération a été dissoute. Le Gouvernement n'est donc pas compétent pour évaluer l'assistance que le PNUD a fournie avant cette date.

19. Le solde des ressources allouées au chiffre indicatif de planification (CIP) a été réparti entre les États successeurs. La République tchèque a ainsi reçu 1 799 600 dollars pour la période allant de 1993 à 1996.

20. La plupart des projets nationaux en cours se trouvant encore à la phase initiale de leur exécution, il est trop tôt pour les évaluer. Mais d'ores et déjà, certains signes encourageants indiquent que les programmes d'incitation à l'investissement et d'amélioration des méthodes de gestion commencent à porter leurs fruits.

21. Depuis janvier 1993, le PNUD a approuvé 10 projets d'un montant total de 1 415 100 dollars financés à l'aide de ressources allouées au CIP. Ces projets relèvent de trois grands domaines : a) transition vers une économie de marché; b) amélioration des méthodes de gestion, formation et mise en valeur des ressources humaines; c) gestion de l'environnement. Ils relèvent également d'un certain nombre d'activités composites.

B. Propositions relatives à la coopération du PNUD

1. Phase préparatoire

22. Dans sa décision 93/3 du 19 février 1993, le Conseil d'administration a accordé à la République tchèque le statut de pays bénéficiaire.

23. Pour que l'assistance du PNUD à la République tchèque se développe sans heurt, on a élaboré le premier programme de pays en s'inspirant des bons résultats du quatrième programme de la Tchécoslovaquie et en s'appuyant sur les travaux préliminaires menés en application de la décision 93/3 du Conseil d'administration.

2. Stratégie de coopération du PNUD

24. La République tchèque approuve le mandat du PNUD, qui est de promouvoir un développement humain durable en renforçant les capacités nationales, en encourageant l'autosuffisance, en mettant en valeur les ressources humaines et en établissant des partenariats. Bien que ses moyens financiers ne soient pas à la hauteur de ceux d'autres donateurs, le PNUD présente un certain nombre d'avantages comparatifs dont le Gouvernement entend tirer tout le parti possible : neutralité politique et sectorielle; optique plurisectorielle et pluridisciplinaire; expérience mondiale; accès aux connaissances techniques internationales; insistance sur le renforcement des capacités nationales grâce à l'utilisation optimale des compétences locales.

/...

25. Pour compléter les ressources limitées qui sont allouées au CIP, le Gouvernement, en coopération avec le PNUD, pourra avoir recours aux mécanismes suivants : participation des donateurs aux coûts; ressources spéciales du Programme (RSP) pour certains domaines d'activité; fonds d'affectation spéciale pour le pays tout entier ou pour certaines activités spécifiques. Le Gouvernement fait également son possible pour développer et renforcer sa coopération avec les pays en développement et, à cette fin, entend faire usage du mécanisme de coopération technique entre pays en développement (CTPD).

3. Coopération du PNUD envisagée dans des domaines prioritaires sélectionnés

26. Le Gouvernement et le PNUD sont convenus que, jusqu'à la fin du cinquième cycle, le programme de pays continuera d'être axé sur les trois grands domaines retenus en 1993 (voir par. 21). Ces trois domaines sont décrits ci-dessous par ordre d'importance décroissante.

27. Restructuration de l'économie, promotion des investissements et appui au secteur privé. L'accent sera mis sur le transfert des connaissances aux secteurs clefs de l'économie et sur les indispensables restructuration et modernisation des principales implantations. Il importe également au plus haut point d'encourager la création et le développement de petites et moyennes entreprises et de promouvoir l'investissement.

28. Amélioration des méthodes de gestion, formation et mise en valeur des ressources humaines. En ce qui concerne l'aspect humain de la transition, l'accent sera mis sur : a) l'amélioration des capacités de consultation et de gestion des centres de formation à la gestion, grâce à un transfert de connaissances et de compétences; b) le développement de la gestion des ressources humaines; c) des programmes d'enseignement. Un projet séparé a déjà été approuvé pour le développement des télécommunications, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités de gestion des organismes publics compétents dans un contexte nouveau de rentabilité et de privatisation.

29. Gestion de l'environnement. On continuera de s'intéresser à la mise en oeuvre du programme Action 21 au niveau national dans le cadre de la phase pilote du programme Capacités 21. Il s'agira de suivre étroitement la politique définie par le Gouvernement tchèque en matière d'environnement et de resserrer la coopération avec le Fonds mondial pour l'environnement. On insistera particulièrement sur le renforcement des capacités dans les domaines suivants :

a) Mécanismes financiers et instruments économiques propres à favoriser un développement durable;

b) Commerce et environnement;

c) Utilisation rationnelle de l'énergie;

- d) Coopération technique et transfert de technologie;
- e) Activités de développement liées à l'environnement;
- f) Respect des principaux traités internationaux en matière d'environnement.

Deux projets séparés relatifs à la protection de l'environnement ont été présentés et approuvés en 1993 et 1994.

30. En dehors de ces trois grands domaines prioritaires, le PNUD financera un certain nombre d'activités composites qui consisteront essentiellement à fournir un appui polyvalent à des secteurs prioritaires. Une de ces activités est déjà opérationnelle, en particulier dans le cadre du projet de transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN). On envisage de combiner ce projet à des activités consultatives comme celles qui sont menées dans le cadre des Services consultatifs internationaux de courte durée des Nations Unies (UNISTAR), le programme des Volontaires des Nations Unies et la CTPD et de le financer à l'aide de ressources non programmées.

31. À l'intérieur de chaque secteur, il faudrait que les projets présentés au PNUD pour un financement éventuel soient examinés sous l'angle de :

- a) Leur incidence sur le développement humain;
- b) Leur incidence sur le renforcement des capacités nationales;
- c) Leur conformité aux objectifs prioritaires du programme de pays;
- d) Le rôle catalyseur qu'ils pourraient jouer en incitant les partenaires multilatéraux ou bilatéraux à verser des ressources supplémentaires;
- e) La rigueur qui a présidé à leur conception (lien logique entre les objectifs recherchés et les activités menées et utilisation d'intrants offrant le meilleur rapport coût-efficacité);
- f) Leur conformité au cadre institutionnel national et l'appui dont ils bénéficient de la part des institutions bénéficiaires et autorités connexes;
- g) L'effet de synergie qu'ils entretiennent avec des activités nationales ou internationales.

C. Coopération dans des domaines autres que les principaux domaines d'activité du programme de pays

32. La réserve non programmée, d'un montant de 101 500 dollars (soit 6 %) servira à appuyer la mise en place des mécanismes d'élaboration de programmes et de mobilisation des ressources; elle permettra également de financer de nouvelles initiatives pendant la durée du programme.

D. Modalités d'exécution et de gestion

33. Le premier programme de la République tchèque réitère les engagements nationaux en privilégiant l'approche-programme et réaffirme qu'il appartient au pays de gérer le programme en mettant l'accent sur l'exécution nationale.

34. Approche-programme. Le Gouvernement approuve le principe selon lequel l'assistance du PNUD devrait être axée sur un très petit nombre d'objectifs nationaux de première importance. En outre, toutes les propositions de projet devraient s'inscrire dans le droit fil de la stratégie d'ensemble des pouvoirs publics et de la coopération technique extérieure. Il est indispensable que les organismes gouvernementaux et nationaux intéressés communiquent et coordonnent leurs activités de façon suivie et que l'on repense la formulation, l'évaluation et l'approbation des projets : les institutions nationales devront formuler et gérer des programmes cohérents en coordonnant l'assistance extérieure et en mobilisant les ressources nécessaires.

35. Exécution nationale. L'exécution de trois projets en cours dans la République tchèque a été confiée au Gouvernement afin de bien montrer que le pays est titulaire du programme; qu'il est déterminé à atteindre les objectifs retenus et les activités choisies et que le mandat du PNUD est de renforcer les capacités nationales. Les modalités d'exécution seront examinées au cas par cas au moment de la formulation des projets. Le Gouvernement et le PNUD étudieront aussi la question de la formation spécifique du personnel tchèque appelé à gérer des projets exécutés à l'échelon national.

36. On prévoit qu'au moins 40 % des activités menées au titre du programme de pays seront exécutées au plan national.

37. Il appartiendra toutefois au Gouvernement et au PNUD d'assurer conjointement le financement des projets en menant des missions communes de formulation de programmes d'appui auprès des donateurs; en lançant auprès d'eux des appels d'offres pour l'octroi de contrats; en leur présentant ensemble des projets; en menant avec eux des négociations suivies; en partageant les coûts avec les organismes d'exécution nationaux. Le Gouvernement et le PNUD agiront concrètement au cas par cas après s'être consultés l'un l'autre. Dans la mesure du possible, le CIP sera utilisé comme capital d'amorçage pour inciter d'autres donateurs à participer aux coûts.

38. Le rapport coût-efficacité des projets sera également un facteur essentiel. On s'intéressera de près aux intrants, en particulier aux services de consultants. Dans la mesure du possible, il sera fait appel à des consultants nationaux ou aux mécanismes du programme TOKTEN, d'UNISTAR et de la CTPD, dans le cadre de projets cohérents et bien conçus.

39. Gestion du programme. Comme il n'existe pas de bureau extérieur du PNUD en République tchèque, c'est le Département des organisations économiques internationales du Ministère des affaires étrangères qui assurera la gestion du programme, en liaison étroite avec le siège du PNUD, par l'intermédiaire de la Mission permanente de la République tchèque auprès de l'Organisation des Nations Unies. L'accent sera mis sur la coordination et l'importance de l'échange d'informations avec d'autres ministères – en particulier avec les

interlocuteurs qui y auront été désignés pour coordonner les activités de coopération de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne. Les institutions spécialisées des Nations Unies seront fréquemment consultées et le PNUD effectuera des visites de suivi annuelles. Les programmes et projets individuels seront évalués en commun.

40. Un examen à mi-parcours devrait être effectué en 1995.

Annexe

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF

I. MONTANT ESTIMATIF DES RESSOURCES (CIP + participation aux coûts)
PRISES EN COMPTE POUR LA PROGRAMMATION

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Report du CIP du quatrième cycle	961 000	
CIP révisé (cinquième cycle)	<u>838 600</u>	
Total partiel, CIP		1 799 600
Participation aux coûts des projets (Gouvernement)	—	
Participation aux coûts des projets (tierce partie)	—	
Total partiel, participation aux coûts	—	
TOTAL		<u><u>1 799 600</u></u>

II. ALLOCATION DES RESSOURCES (CIP + participation aux coûts)
PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ PRIORITAIRE

<u>Domaine prioritaire</u>	<u>CIP</u> <u>(en dollars)</u>	<u>Participation</u> <u>aux coûts</u> <u>(en dollars)</u>	<u>Pourcentage</u> <u>des ressources</u> <u>totales</u>
1. Restructuration de l'économie, promotion des investissements et appui au secteur privé	325 100	—	18
2. Amélioration des méthodes de gestion, formation et mise en valeur des ressources humaines (en matière de télécommunications, notamment)	910 000	—	50
3. Gestion de l'environnement	393 000	—	22
4. Activités composites	70 000	—	4
5. Réserve non programmée	<u>101 500</u>	—	<u>6</u>
TOTAL	<u><u>1 799 600</u></u>		<u><u>100</u></u>

III. ASSISTANCE COMPLÉMENTAIRE EN PROVENANCE D'AUTRES SOURCES

Il n'est prévu aucune assistance complémentaire en provenance d'autres sources.
